

On se trouve en somme dans l'incertitude complète, quant aux dépenses qui seront entreprises par le gouvernement, d'autant plus que les retournements de politique auxquels nous avons assisté peuvent nous ménager toutes sortes de surprises. Ainsi à la suite de l'expérience du passé, on serait bien étonné que les dépenses au titre de la santé et du bien-être social ne s'accroissent que de 3 p.c. comme il est prévu et les dépenses d'éducation, de 6 p.c.; que les dépenses de voirie ne soient qu'au même niveau qu'en 1958-59.

Il ne serait pas étonnant, à cet égard, que la province de Québec, après avoir maintenu un niveau de dépenses beaucoup plus faible que celui de toutes les autres provinces emboîte désormais le pas. D'après les chiffres provisoires de 1959-60 en effet, la moyenne de dépenses *per capita* du Québec n'était que de 108 dollars, alors que la moyenne pour tout le Canada s'élevait à 147 dollars<sup>1</sup>. On voit donc que si Québec a accru ses engagements considérablement depuis quelques années, comme en témoigne notre tableau II, les autres provinces y sont allées avec tellement plus de vigueur que l'effort du Québec semble tout à fait pusillanime.

Roland PARENTEAU

**Le Canadian  
Journal of  
Economics  
and Political  
Science**

*Le Canadian Journal of Economics and Political Science* vient de publier un numéro spécial à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de sa fondation. Il convient de saluer cet événement d'une façon particulière. *Le Canadian Journal* occupe, en effet, une place unique dans notre pays. Il est resté fidèle à sa tradition de publier côte à côte des articles de science économique, de sociologie et de science politique qui, au cours des vingt-cinq dernières années, forment un vaste panorama des idées et des faits qui ont le plus marqué les milieux académiques au Canada.

Cet éclectisme était, à l'origine, sans doute nécessaire. Les sciences sociales étant encore fort peu développées dans ce pays, une revue spécialisée avait peu de possibilités de vivre et de se développer en maintenant des standards élevés. À ce titre, la fondation de *L'Actualité Économique*, dix ans plus tôt, était une gageure qui ne put être tenue que dans la mesure où le cadre de la Revue était élargi à l'analyse régulière de la conjoncture et où les auteurs étrangers acceptaient une étroite collaboration.

1. Canadian Tax Foundation, *Provincial Finances 1959-60*, Tax Memo no 21, November 1959.